Interrogation
Bulletin œcuménique
N°3 – avril 1995
Paraît 8 fois par an



Les pourris par choix

par procuration
par règlement
par lâcheté
par aveuglement
par «bof»
par ce que vous voulez
Mais pourris
et pourrisseurs

M'ENFIN vous trouvez pas?

Même si on voudrait pas savoir
On pourrait pas ignorer
L'imbécillité de certains salaires
M'enfin
Des trucs comme «ça»
Ça vous déséquilibre une personne
On est en train de créer
Toute une frange (fange je sais plus)
D'individus inadaptés

800'000 Fr. par mois
Ce n'était plus intéressant
3 millions ou 30 pour un transfert
D'un joueur de foot.
Le tennis....le basket
Retour du Big Jordan
Bisness
Et le t-shirt avec sa fiole
C'est presque coté en bourse

M'enfin ...moi ça me dégoûte
Plus envie de voir ces enfoirés
Courir après leur fric, se laisser
Coter leur vélocité
Comme des esclaves,
Faisant les importants
Parce que leur petit doigt
Leur glinglin
Vaut 2 millions

Y-faut avoir le sens de la vie
M'enfin
Le pire encore c'est pas ça
Mais ce sont les mêmes
Racines de la bêtise friquée
Qui guettent chacun - chacune.
Tout est fonction du fric
– Tu vaux combien?
– Y faut savoir se vendre...
– Tu ne demande pas assez,
tu ne seras pas pris au sérieux!
– ça coûte pas cher, es-tu sûr
que ce soit sérieux.
M'enfin quelle mélasse
Ce qui m'a retourné
Définitivement...
Je m'rappelais qu'une Conseillère
Fédérale
Qu'avait fait une faute
professionnelle
Avait droit à sa retraite
Plus de 10'000.– par mois
(Elle doit être un peu serrée...
Avec quelques ménages elle va s'en
tirer!)

Que le Conseiller communal
lausannois
Qui s'est fait coincé pour faute
fiscale
(Avant son job officiel c'est vrai)
Il va s'en ramasser un beau paquet
En partant... plus de 430'000.–
Pas de problème pour sa suite...
Y pourra même payer son amende
avec!

M'enfin ce qui me retourne
Pour tout dire :
J'ai un ami
Qui a fait une faute professionnelle
Préoccupé par des soucis personnels
Manque d'argent, Famille, etc....
Il s'est fait mettre dehors
Il a été pénalisé
Pas de chômage pendant le premier
mois

Actuellement
Il est toujours au chômage

M'enfin c'est bien vrai
Que tous les hommes sont égaux

Mais que certains,
M'enfin
Le sont plus que les autres.

Gilbert Zbaeren

Matière à réflexion

par Bernard Grangier

Plutôt que de longs discours, voici quelques brefs extraits pour alimenter une réflexion au sujet de l'aide au tiers monde:

«La comparaison avec les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est revient à plusieurs reprises pour rappeler que ces derniers, qui pour la plupart se trouvaient au début des années 60 à des niveaux de développement et de croissance inférieurs aux pays africains les plus avancés, les ont dépassés peu après et ont vu leur production décupler ou quintupler alors qu'elle stagne en Afrique depuis vingt ans.»
L'Hebdo - 26.05.94

«Il faudra 40 ans au Cameroun pour rattraper son niveau de 1970!»
TSR - Temps présent - 10.11.94

«Il est significatif qu'aucun pays africain n'ait bénéficié d'un prêt substantiel entre 1985 et 1992, ou ne figure pas dans les 10 premiers Etats du tiers monde récepteurs d'investissements étrangers, notamment privés, alors que plusieurs dragons asiatiques en font partie.»
L'Hebdo - 26.05.94

«Le taux de mortalité infantile le plus élevé du monde se trouve au Mozambique (162 pour 1000).»
Journal de Genève et Gazette de Lausanne - 30.12.94

«Parmi les 10 pays les plus pauvres du monde en 1993, 8 sont africains, dont le plus pauvre: le Mozambique (PNB annuel par habitant: 107 francs suisses).»
Journal de Genève et Gazette de Lausanne - 30.12.94

«Le nombre des pauvres dans le monde a plus que doublé depuis 1975 pour atteindre un habitant de la planète sur quatre.»
Journal de Genève et Gazette de Lausanne - 17.01.95

«L'OMS dénombrait 27 pays particulièrement sous-développés en 1975; aujourd'hui, il y en a 47.»
Journal de Genève et Gazette de Lausanne - 17.01.95

«Le PNB du continent africain équivaut à celui de l'Espagne.»
L'Hebdo - 26.05.94

Quelle aide aujourd'hui pour quel résultat demain? A qui? Comment? Combien?

Raison profonde

par Gilbert Zbaeren

Cela faisait plusieurs semaines, mois
Qu'elle essayait de faire se baigner
Cette vieille dame
Sympathique, par ailleurs
Mais qui avait bien besoin d'un bain

Rien n'y faisait
«Mes parents ne se baignaient
Pas plus,
Et ils se portaient très bien...»

La douceur, la persuasion,
Les menaces....
Rien n'y faisait.

De guerre lasse
Un jour elle décida
De couler Le bain
Elle y mit de la mousse
De belles senteurs
Une si belle baignoire
Large comme on n'en voit plus.

«Vous faites quoi
Avec cette baignoire pleine?»
Lui dit la dame méfiante
J'ai préparé un bain...
«Pas question que j'aille là-dedans!»
Pas de problème, lui dit-elle,
Et sans réflexion
Exaspérée par ce nouveau refus
Elle dit
C'est donc Moi
Qui vais en profiter..

Et joignant le geste à la parole
Elle se déshabille et
Elle entre dans le bain.

La dame récalcitrante regardait
Un peu interloquée.
...
«Vous avez l'air bien...»
....
«Je viens aussi!»
!!!
Elle est sortie, laissant la place

Et après s'être séchée
Elle s'est occupée de la dame,
L'aidant à se laver
Et conversant des bienfaits
De cette eau parfumée.

Au passage la dame lui dit
«Tout compte fait, vous n'êtes pas si
Mince que ça vous non plus!»

Quelques jours plus tard
La dame demanda
«Cette histoire d'eau
C'est quand qu'on recommence?»

Depuis cette événement
La dame se baigne régulièrement
Elle ne parle plus des pratiques
De ses parents
Ni de son aspect
Qu'elle n'aimait pas

De Patricia Bleeker Massard

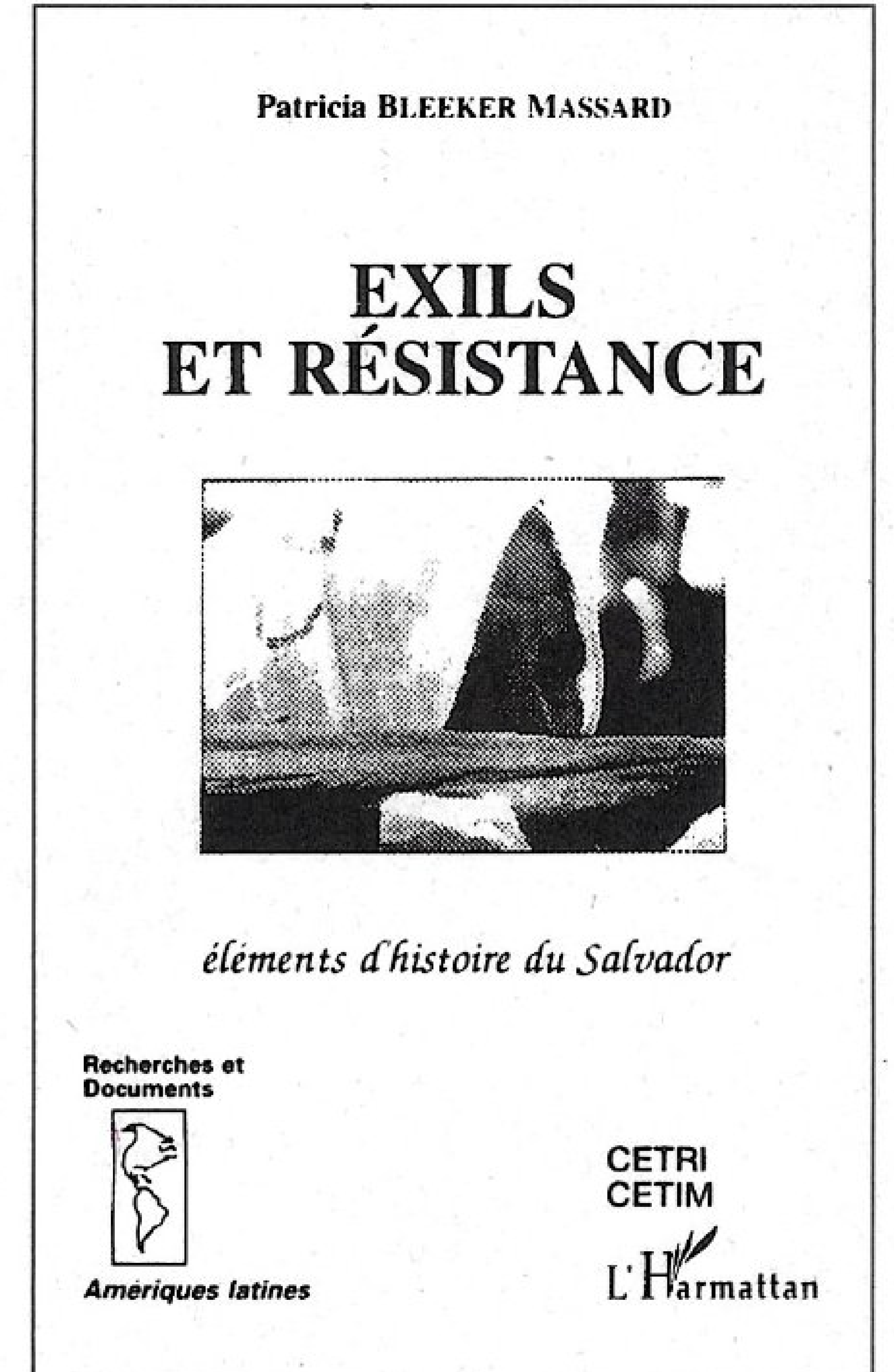
«Exils et résistance»

du peuple salvadorien

Patricia Bleeker, née en 1958, d'origine hollandaise, a grandi à Lausanne. Quittant le gymnase, elle rejoint les rangs d'un théâtre alternatif. Elle combine ensuite voyages en Europe et en Asie, puis quitte la Suisse pour travailler au Tchad avec ses deux filles et leur père. De retour à Fribourg en 1982, elle organise pour la Croix-Rouge fribourgeoise l'accueil des requérants d'asile et s'engage activement dans le mouvement de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala, dont elle devient secrétaire nationale entre 1984 et 1989. Diplômée de l'Institut universitaire du Développement de Genève en 1991, elle achève actuellement ses études en ethnologie à l'Université de Fribourg.

Apic / PR





Evénement littéraire à Fribourg avec la présentation du livre de la Fribourgeoise d'adoption, Patricia Bleeker Massard, «Exils et résistance – éléments d'histoire du Salvador». Un regard, un témoignage vécu et rendu à travers 330 pages sur ce minuscule pays d'Amérique centrale, qui se relève difficilement d'une guerre de 12 ans. Mais pas de la violence institutionnelle de l'oligarchie du café, qui exploite les meilleures terres... Un livre témoin s'il en est, «café rouge sang».

Pour présenter ce livre, dont le travail de recherche et la sortie ont été facilités grâce à l'appui financier de Caritas Suisse, cinq personnalités et Patricia Bleeker, autour d'une table. Toutes ont partagé à un titre ou à un autre l'engagement et les questions de l'auteur. De Jacqueline Demierre, la mère de Maurice, le coopérant fribourgeois assassiné par la contra en 1986 au Nicaragua, à Marie-Françoise Bavaud, ancienne secrétaire générale de Frères Sans Frontières, en passant par les contributions du journaliste de la Télévision romande Jean-Philippe Rapp, du sociologue brésilien Eber Ferer, de Caritas, et de Adrien-Claude Zoller, du Service international pour les droits de l'homme, à Genève.

Le 24 mars 1980, les escadrons de la mort assassinaient l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar Romero. Voici juste un an, en mars 1994, le Salvador ensanglanté par 12 ans de guerre, tenait ses premières élections, après les «Accords de Paix». Pendant toutes ces années, Patricia Bleeker, ancienne secrétaire nationale des Comités de solidarité Nicaragua-Salvador et membre du Comité international Oscar Romero, a milité dans le terrain aux côté du peuple salvadorien, en s'interrogeant sur les massacres et la violence, sur les injustices. Après plus de 15 ans dans la solidarité, l'auteur retourne aux raisons profondes de son engagement, qui restent d'actualité. Dans son ouvrage, elle aborde le problème du point de vue des exclus, la ménagère du bidonville, l'enseignant progressiste, d'où son approche critique, aussi bien du mouvement révolutionnaire que des organisations populaires ou de l'Eglise. Elle constate que ni les uns, ni les autres n'ont su entièrement faire place aux besoins et aux aspirations populaires.

Ce constat, écrit dans la préface le directeur du Centre Tricontinental, à Louvaun-la-Neuve, Père François Houtart, ne s'arrête pas à un simple regret. Il renvoie à une question de fond qui fait du passé une base de réflexion pour l'avenir. La démocratisation restera toujours une façade tant que les sociétés n'auront pas résolu les problèmes de l'instabilité sociale structurelle, aujourd'hui accrue par le néo-libéralisme. Si une nouvelle étape s'ouvre dans la lutte pour l'émancipation sociale du Salvador, les objectifs demeurent les mêmes et la solidarité est toujours de mise. «Le sacrifice de milliers de vie et l'engagement de tant d'existences n'auront pas été vains», dit F. Houtart. Le livre de Patricia Bleeker est à la fois un hommage émouvant à leur mémoire et un tribut à leur rôle dans l'histoire.

Apic / PR

Journal de l'Association du Relais
Morges, no 3, mars 1995
LA GAZETTE DU RELAIS

TÉMOIGNAGE

Son sourire masque mal ses souffrances. Mais le seul fait qu'elle sourie à nouveau est une victoire. Quand elle fut rapatriée sur le canton de Vaud et placée au Relais, Chiwette sortait de l'enfer.
Une longue dérive, jeunesse écartelée, pour cette jeune fille née à Morges, qui, l'année de ses 17 ans, décida de tout plaquer. Errance dans le sud de la France, colportage, mendicité, l'engrenage...
Une aventure de huit années, entrecoupée de rémissions, ponctuée par la naissance d'une petite fille, Gaëlle, 5 ans aujourd'hui, qui vit chez ses grand-parents en Belgique.
Une histoire simple, presque banale. A Noël 93, retour en Suisse, et départ pour le Letten, ce Letten qui vient d'être «nettoyé». Chiwette y vivra sept mois. Aujourd'hui, elle tente de s'en sortir avec un formidable courage. C'est dans ce contexte qu'elle a voulu témoigner. Et écrit des choses incroyables, car vraies. Vécues de l'intérieur. Sans sensationnalisme.
Juste pour nous expliquer que rien n'est simple, ni évident.
Sans jugement de valeur, ni prise de position. Pour information..

Voyage au bout du Letten

Voici mon témoignage. Je vous le raconte car, je l'espère, cela pourrait aider quelqu'un...

Depuis quelques années, j'ai découvert la drogue dure. J'ai trouvé ça bien et j'ai continué. Vous aurez peut-être envie de me demander pourquoi? J'ai trouvé ceci bon et bien, je ne peux pas l'expliquer, c'est trop incompréhensible comme toutes les drogues.

Quand je parle de drogue, ce n'est pas seulement le café, la cigarette, l'alcool, le haschisch et encore beaucoup d'autres choses.

J'ai quitté la Suisse durant huit ans. Lorsque je suis revenue, je me suis retrouvée au Letten. Vous savez, quand j'ai vu ce parc pour la première fois, eh bien, la première personne que j'ai rencontrée était un type qui avait le pantalon baissé. Le sang coulait le long de ses jambes. Il n'avait plus de veines utilisables, il lui en restait une seule et vous allez peut-être prendre ça pour une horrible chose, mais il se piquait sur la veine de son pénis, eh oui...

Il y a beaucoup de personnes qui pensent que tous les drogués sont sales et méchants, que l'on est des grosses bêtes horribles et insensibles, mais, vous savez, c'est pas très facile de s'arrêter. Il y en a beaucoup qui le voudraient, mais c'est très difficile.

Pleurer pour arrêter

J'ai vu des gens pleurer, car ils voulaient arrêter la drogue. Mais les médecins étaient trop occupés ou les malades n'étaient pas suisses. Arrêter des personnes pour demander de l'aide physiquement et moralement, c'est presque impossible. Quand on est toxicomane, on ne connaît pratiquement que des drogués. Et même si on a envie d'arrêter eh bien il y a toujours quelqu'un pour vous foutre dedans. Dans ce contexte, le Letten c'était bien pour les toxicomanes qui n'ont pas de famille ou d'amis. On y rencontrait toutes sortes de personnes à qui parler et pour quelqu'un qui n'arrive pas à s'arrêter eh bien ça rend service.

Vous allez me prendre pour une folle, mais si j'ai réussi à cesser, c'est aussi grâce aux dealers.

Quand je suis arrivée à Zurich, je dormais au parc car je ne connaissais que quelques personnes. Cela a duré une semaine et ensuite j'ai fait la connaissance d'un Libanais qui me donnait toujours de l'argent ou de la drogue. Je vendais de la drogue pour lui mais le Letten n'est pas comme tout le monde l'imagine, c'est spécial. Comme je disais toujours, on voyageait dans ce parc, voyages dans l'espace, voyages dans le temps. Le matin les Albanais occupaient la place, puis, plus loin, les Libanais et les Algériens. L'après-midi, les Tunisiens s'installaient, puis les Nigérians et encore les Algériens. Le soir et la nuit, c'était au tour des Libanais de revenir avec, un peu plus loin, les Suisses et quelques autres nationalités comme des Yougoslaves du Kosovo.

C'est là que j'ai appris à connaître les Algériens et cela été très sympathique pour moi. Je ne savais pas où dormir et comme tout le monde, je n'avais pas vraiment confiance dans les Arabes. Je pensais qu'ils étaient tous violents et dragueurs, mais non, je m'étais complètement plantée, les Algériens sont des gens différents de l'image qu'ils ont, ils sont très gentils. Ils m'ont proposé de venir dormir dans un immeuble au centre-ville. C'était une petite chambre sympathique, il y avait deux grands lits. Ils y habitaient à six, mais moi, j'avais toujours ma place. Tous les jours, un autre copain dormait à côté de moi, mais je vous jure, jamais ils n'ont essayé de profiter de mon corps et cela, je l'ai beaucoup apprécié, car au début, je n'étais pas vraiment confiante.

Ceci a duré quatre mois et je me suis fait de plus en plus d'amis. C'est un peu grâce à eux si j'ai diminué l'héroïne et la cocaïne. Tous les jours ils me disaient: «Arrête Chiwette, tu vas trop loin, il va t'arriver des bricoles, si tu continues comme ça.» Effectivement, j'ai été très gravement malade, mais j'ai rencontré un copain qui ne prenait pas de drogue et il n'avait rien à faire avec ça. Une nuit, je ne savais pas où dormir et il pleuvait très fort. J'ai vu le type, il rentrait chez lui et je lui ai demandé si je pouvais coucher chez lui pour la nuit. Il m'a tout de suite dit oui, car il m'a vue dans un sale état. Il m'a réconfortée, m'a aidée. Mais j'étais trop malade et je suis retournée au parc pour me faire un shoot.

Cette situation a duré presque 2 mois. Un soir, je n'ai pas quitté le parc toute la nuit. Au lever du jour, mes pieds restaient tout gonflés, je ne pouvais plus marcher. La police est arrivée pour faire, comme tous les jours, une razzia et moi, je n'ai pas pu filer. Ils m'ont demandé mes papiers. J'ai répondu que je n'en avais pas et qu'il fallait absolument que j'aille à l'hôpital car je ne pouvais plus marcher. Ils m'ont emmenée dans une grande maison où j'ai vu un médecin qui m'a dit que je faisais une grave anémie et qu'il ne me restait que quelques heures si on ne remettait pas du sang dans mon corps. Une ambulance m'a emmenée très vite à l'hôpital. J'y suis restée 15 jours puis 10 jours dans une maison de repos. Ensuite, ils m'ont proposé une chambre au Relais et aujourd'hui, j'entame mon sixième mois de traitement à la méthadone, en attendant avec impatience mon nouveau permis C.

J'ai un travail, je ne dépense pratiquement plus d'argent et j'essaie d'aider le plus possible les toxicomanes en leur parlant.

A propos du Letten, je voudrais encore dire une dernière chose: les gens ont entendu ou vu que le Letten était sale, qu'il y avait des boîtes de Coca et des papiers gras partout.

Eh bien, je peux vous dire qu'il n'y avait pas de poubelles, que le peu qui existaient étaient toujours archi-pleines et que le seul container des environs était fermé par un cadenas...

Chiwette

Drogué et malade...

Je voudrais expliquer une chose qui est importante: pour moi, il y a des drogués, et il y a des malades. Et ce n'est pas la même chose.

Un drogué, c'est quelqu'un qui prend de la drogue par plaisir, pour le plaisir, de temps en temps.

Le malade, c'est quelqu'un qui prend de l'héroïne pour ne pas être malade, pour ne pas souffrir, qui ne peut plus rien, qui se lève le matin en pensant à une seule chose, son sniff, sa seringue, qui essaye durant toute la journée de trouver l'argent nécessaire, qui est prêt à faire n'importe quoi pour quelques grammes, qui pourrait tuer sa propre mère pour une dose.

Pour ces gens là, le Letten était un soulagement, car l'on y trouvait de la drogue bon marché, on pouvait en vendre pour se payer sa dose.

Vous penserez que je suis folle d'écrire cela, mais je crois que cela valait mieux que d'avoir à se prostituer ou à braquer une grand-mère pour trouver l'argent nécessaire...

Chiwette

Les jésuites: Traditions civiles et ecclésiales

Le Nouveau Quotidien
24, 25, 26 mars 1995

Les jésuites demandent pardon aux femmes

«Nous avons fait partie d'une tradition civile et ecclésiale qui a commis une offense envers les femmes (...), nous avons souvent été complices d'une forme de cléricalisme qui a renforcé la domination masculine...» Les jésuites font leur examen de conscience et décident de s'employer, désormais, à promouvoir activement l'égalité de la femme et de considérer cette lutte comme «partie intégrante» de leur mission.

Ce texte fort (que nous publions en page Document) a été voté au sommet international des jésuites qui vient de se terminer à Rome. Il s'agissait de la 34e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus depuis 450 ans, un événement. Les options prises par l'aile intellectuelle de l'Eglise catholique ont une importance certaine quand on sait que les écoles jésuites regroupent presque un million et demi d'élèves et étudiants dans le monde. Et que Mgr Martini, l'un des «papables» pour la succession de Jean Paul II, appartient à cette congrégation.

Le texte contient notamment des phrases qui peuvent être comprises comme une ouverture à la prêtrise des femmes. «Il n'en a pas été question explicitement» précise José Maria Devera, porte-parole de la congrégation à Rome. Cependant, admet-il, nombre de jésuites, non majoritaires, sont favorables au ministère féminin. L'Eglise et la société changent, «personne ne sait jusqu'où ira ce changement», et les Compagnons de Jésus sont «ouverts» à toutes les évolutions. De quoi alimenter les espoirs.

ANNA LIETTI

Indépendance du Timor

Le Courrier – 22 mars 1995

DROITS DE L'HOMME

L'occupation indonésienne du Timor est enfin sous enquête

Aucune condamnation officielle n'a été prononcée à l'encontre de l'Indonésie. Mais la Commission des droits de l'homme s'est saisie du dossier.

L'Indonésie n'est pas encore au banc des accusés. En effet, lors de la 51e session de la Commission des droits de l'homme, aucune résolution n'a été adoptée contre la politique répressive de ce pays au Timor oriental, une politique qui dure depuis vingt ans. Même si un premier pas vers une amélioration de la situation pourrait avoir lieu à la suite de cette dernière session.

Rappelons que cette région a été une colonie portugaise pendant plus de 455 ans, avant que ne commence un processus de décolonisation en 1974, rendu possible par la révolution des Œillets au Portugal. Mais le 7 décembre 1975, une invasion à grande échelle de ce territoire par les armées indonésiennes a mis fin aux espoirs d'indépendance du Timor. Depuis cette occupation, les oppositions armée et civile clandestines ont persisté dans leur lutte contre l'intégration du Timor à l'Indonésie, en dépit d'une lourde présence militaire de cette dernière. Sans qu'aucune instance gouvernementale ne s'en offusque officiellement.

Il a donc fallu attendre la dernière session de la Commission des droits de l'homme pour qu'une déclaration officielle soit faite. Le président de la commission a indiqué que le haut-commissaire pour les droits de l'homme[1] mènera une enquête sur place, dans le courant de l'année. Le rapport sera rendu à la prochaine session de la commission.

SATISFACTION DE FACADE

M. José Ramos-Horta, représentant spécial de l'ensemble des groupes d'opposition au Timor oriental, ne pouvait qu'afficher une satisfaction de façade. Selon lui, «une déclaration est plus forte, plus puissante car elle est consensuelle; elle engage tous les pays membres de la commission, ce qui n'est pas le cas d'une résolution». Ne faisant pas la fine bouche, il a ajouté: «Notre but n'était pas forcément d'obtenir une condamnation. Nous ne sommes pas dans une stratégie de confrontation avec l'Indonésie. Cela pourrait affecter le processus de négociation.»

M. Ramos-Horta souhaite plutôt que «les pays occidentaux ayant des relations économiques avec l'Indonésie exercent des pressions» pour améliorer la situation du Timor. Son objectif et son combat se résument ainsi en trois mots: «paix, justice et autodétermination» pour le peuple de ce pays. Seul le premier pas d'une longue marche vient d'être franchi.

DANIEL BRUNNER

[1] Un poste créé à la Conférence de Vienne en 1993 et dont le mandat couvre l'éventail des activités relatives à ces droits au sein de l'ONU.

Prise de position

Le Nouveau Quotidien – 29 mars 1995

Femmes: extraordinaires jésuites

(LNQ du 24 mars)

DE Mme CHRISTIANE LANGENBERGER-JAEGER
Députée, présidente du 5e congrès suisse des femmes

Je ne saurais remettre à plus tard et à une analyse plus sereine le fait de manifester ma profonde émotion à la lecture des décisions prises par la 34e Congrégation générale de la Compagnie de Jésus, annonçant la volonté de lutter contre la domination masculine et d'inciter l'ensemble de la Compagnie à considérer la solidarité avec les femmes comme faisant partie intégrante de leur mission.

Profondément divisée depuis 20 ans entre mon attachement à l'Eglise catholique et mon engagement en faveur de la reconnaissance de l'égalité, humaine, sociale et éthique entre femmes et hommes, je suis non seulement bouleversée par la sensibilité de ce texte, mais aussi par l'infinie humilité manifestée à l'égard de bien des souffrances vécues aujourd'hui encore par les femmes et ceci sous toutes les latitudes de notre globe.

Ce texte vient à point, à un moment de doutes de bien des fidèles face à Eglise dans laquelle ils ont peine à se reconnaître. Il s'inscrit dans la continuité de la recherche des femmes, afin d'être reconnues dans toute la diversité de leur engagement. Il est une prolongation de la reconnaissance des ministres du monde entier réunis au Caire du rôle que les femmes sont amenées à jouer dans le développement futur des pays du sud plus particulièrement.

Je ne doute pas que cette prise de position est à même d'engendrer de profondes mutations, non seulement dans le cadre de la place que l'Eglise catholique devrait accorder aux femmes, mais encore dans leur partenariat en tant que gestionnaires de nos sociétés.



Si cela pouvait en outre engendrer des rapports plus respectueux, plus tolérants, moins violents entre hommes et femmes, en raison d'une justice enfin pleinement égalitaire, la Compagnie de Jésus aurait véritablement changé de manière inimaginable les relations de force qui existent entre deux êtres pourtant créés à l'image de Dieu. Le 5e congrès suisse des femmes qui se réunit tous les 25 ans saura en janvier 1996 apporter l'éclairage et la reconnaissance nécessaires à cet acte qui paraît à la fois si naturel, si délicat et si extraordinaire. □

Flash

Histoire de «petits rien»

par Olivier Labarthe

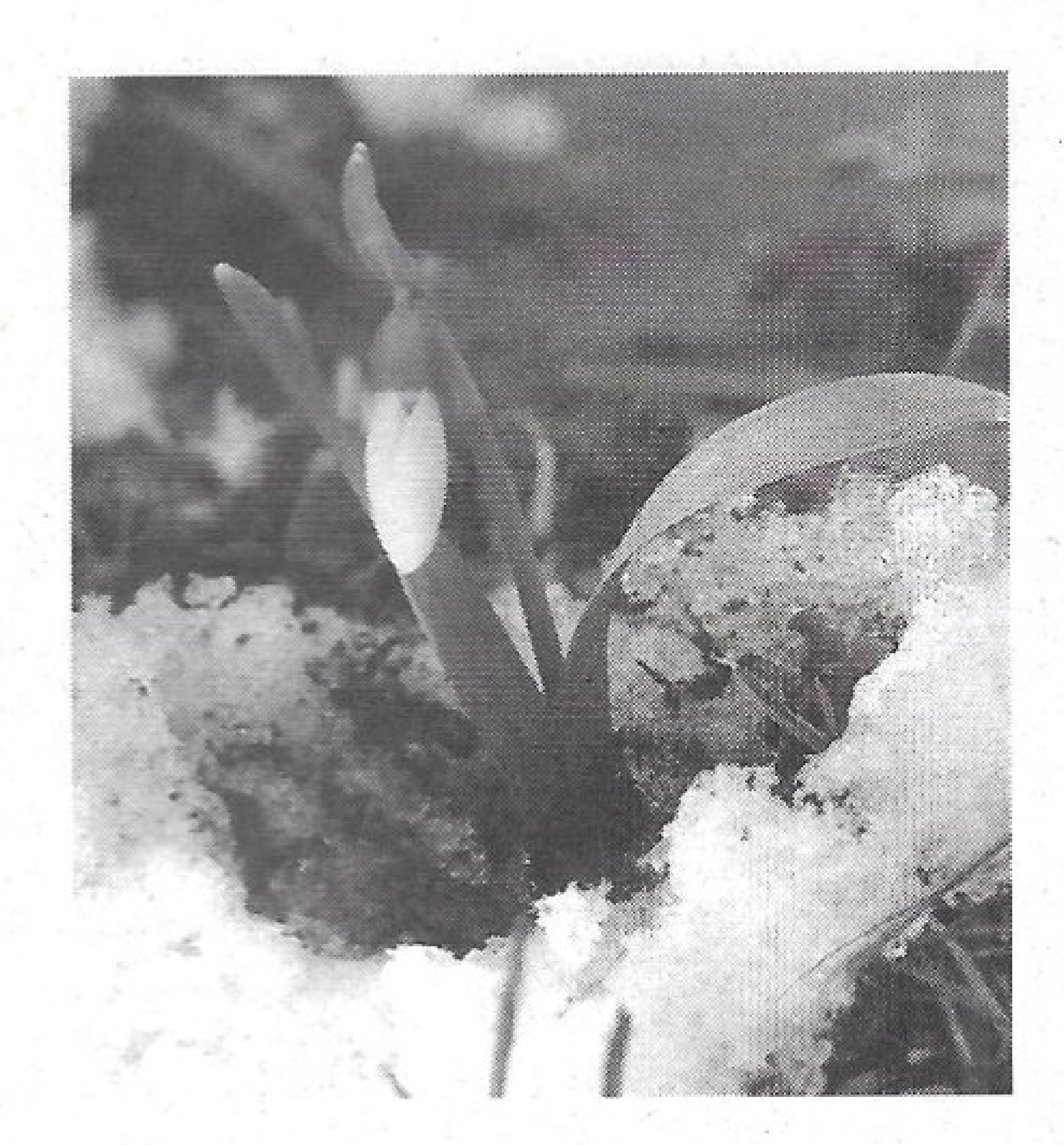
Lors d'un récent débat à propos de l'affaire Gaillot, l'un des intervenants me rappela une histoire ancienne. Il y a fort longtemps, cet homme fut mon professeur d'allemand l'année où l'on passait un examen de traduction d'un texte français en allemand.

Pour bien préparer sa classe à cet examen, notre professeur mit beaucoup de soins à nous familiariser avec un certain vocabulaire. Son désir de bien faire et surtout sa conscience de vouloir faire en sorte que chacun réussisse l'amenèrent à nous donner des mots tellement techniques et précis que nous pûment reconnaître et l'auteur et le passage qui seraient soumis lors de l'examen.

La joie de l'identification à cause d'infinis détails et la joie de réussir cet examen restent dans ma mémoire.

Car à y bien réfléchir, il est évident que sans ces détails, j'aurais sans doute raté l'examen... et après la maturité. Une voie toute autre aurait été la mienne.

Une fois encore prenant conscience de ces détails qui peuvent orienter toute une vie, je suis enclin à y voir comme une trace de quelque chose de la présence du Seigneur. Chacun peut faire l'expérience de ces «petits rien» qui après coup prennent de l'importance et attestent la présence du Seigneur tout au long de sa vie... Une visite, un coup de fil, un changement de trottoir, un train raté, une voiture qui s'arrête au bon moment, que d'évènements, somme toute sans grande importance, qui ont eu parfois des effets insoupçonnés.



Fort de cette expérience, j'aimerais une fois cesser de regarder en arrière pour être aussi attentif au présent, et prendre conscience que les «petits rien» qui ont marqué ma vie dans le passé se fabriquent aujourd'hui encore. Ainsi chaque fois que je pense que ça ne vaut pas la peine, que je ne fais pas le poids, qu'un coup de fil ne sert à rien, que ma démarche ne sera qu'une goutte d'eau sans importance... Et si, ... sait-on jamais, ... ce qui n'a pas d'importance devenait l'aiguillage de demain, le point de départ d'une nouvelle orientation imprévue, pour moi ou pour un autre, mais donnée par le Seigneur. Si justement avec les miettes de la vie, ces miettes qui nous échappent et tombent de nos tables, le Seigneur se mettait à nourrir le monde et à manifester sa présence dont on ne voit la trace qu'après coup!

Il y a longtemps un détail a sans doute permis tout ce que je suis aujourd'hui. Aujourd'hui je peux être certain que les «petits rien» ont un sens et qu'ils ne sont jamais inutiles pour le Seigneur.

Le dialogue avec les Eglises: un élément important de la coopération extérieure suisse

ENI – Sergio Ferrari

1. Le dialogue avec les Eglises

Le dialogue permanent avec les Eglises constitue un élément important pour les autorités suisses responsables de la coopération extérieure.

C'est ce qu'a souligné l'ambassadeur Walter Fust, chef de la Direction de la coopération au développement et à l'aide humanitaire (DDA).
«Nous reconnaissons la tâche que les Eglises accomplissent, leur connaissance directe du terrain, ainsi que la richesse qu'implique pour elles l'insertion de base de leurs partenaires», a souligné M. Fust.

Au journaliste d'ENI qui lui demandait si cette appréciation impliquait un appui direct de la DDA au travail pastoral réalisé par les Eglises dans les pays du Sud, le haut fonctionnaire helvétique a répondu négativement. «La Constitution suisse établit clairement la séparation de l'Eglise et de l'Etat; par conséquent, la DDA – qui est une agence gouvernementale – ne peut pas soutenir des initiatives pastorales», a-t-il déclaré, tout en admettant «qu'il n'existe aucun problème pour soutenir les projets sociaux mis sur pied par les Eglises».

Un bon nombre d'organismes non gouvernementaux – laïcs et confessionnels – suisses et le tiers monde sont des «partenaires privilégiés» de la DDA, qui leur affecte plus de 40% de ses ressources.

«Je suis totalement d'accord avec la nécessité de renforcer la société civile dans le Sud, bien que cela ne puisse se faire d'un jour à l'autre: il s'agit plutôt d'un processus», a souligné l'ambassadeur Fust.
Bien que la Suisse soit considérée comme un des pays les plus riches de la planète, avec un Produit National Brut (PNB) de 36'410 dollars EU par habitant – le Mozambique se situe à l'autre extrémité de la pyramide avec seulement 80 dollars – le budget de la coopération internationale ne représente que 0,38% de son PNB. Les Nations Unies recommandent aux pays industrialisés d'investir 0,7% du PNB à ce secteur.

D'âpres négociations ont eu lieu au Parlement en décembre de l'année passée pour parvenir à un consensus sur un programme-cadre pour la période 1995-1998, qui n'atteint finalement pas les 800 millions de dollars annuels destinés à la coopération et à l'aide humanitaire. Ce chiffre place la Confédération helvétique proportionnellement très en dessous des nations scandinaves et des Pays-Bas.

Les causes de cette coopération helvétique restreinte ne doivent pas être cherchées seulement dans une certaine tradition culturelle basée sur l'axiome «l'économie est la base

de la fortune». Elles sont également dues à la crainte qu'ont engendrée en Suisse certains signes récents de récession et de crise sociale, tels qu'une lente augmentation du chômage qui touche environ 5% de la population économiquement active.

Ces craintes provoquent dans la population un certain repli sur elle-même, des mesures plus restrictives envers les travailleurs saisonniers et une attitude plus énergique contre les requérants d'asile.

Selon M. Fust, tous ces problèmes justifient un intense processus d'«éducation civique» pour faire comprendre que les questions du développement «sont devenues une question politique pour l'ensemble de la planète... qui concerne le Sud et le Nord».
La tâche de formation et de conscientisation en Suisse même est ainsi l'un des principaux défis des organisations non gouvernementales, étant donné qu'elles «sont des avocats fondamentaux de cette cause».

Cette cause, ajoute M. Fust, est également ce qui nous rapproche et stimule le dialogue avec les Eglises. Comme le défi est si grand, les forces doivent confluer. Il en découle que nous avons tous une responsabilité dans «le développement du monde dans son ensemble et sa marche vers un meilleur équilibre, la stabilité et la sécurité, conclut M. Fust.

2. La coopération est d'intérêt général

Interview réalisé par Sergio Ferrari et Jacques Erard, paru dans «Le Courrier» du 28-29 janvier 1995.

Walter Fust, patron de la DDA, s'exprime sur les priorités de sa politique.

«*Le Courrier*»: **Qu'un pays aussi riche que la Suisse ne consacre pas davantage de ressources à la coopération, n'y a-t-il pas là l'expression d'un certain égoïsme?**

Walter Fust: – La coopération au développement est partie intégrante d'un débat plus global. Certains la considèrent comme une question avant tout économique, relevant d'intérêts purs et durs. Tandis que d'autres y voient comme une sorte d'obligation morale, une manière de confronter notre prétention à la solidarité avec les faits. Ceux-là ne l'interprètent pas comme un geste de charité, mais comme une relation entre partenaires: si l'un va économiquement mieux que l'autre, il s'agit alors d'aller à sa rencontre et de contribuer à la résolution de son problème. Pour notre part, nous suivons évidemment la voie de la solidarité qui, d'ailleurs, est un principe de la politique étrangère. En d'autres termes, il y a des gens qui comprennent ou qui essaient de comprendre cette vision solidaire. D'autres qui dirigent leur regard exclusivement sur eux-mêmes, dans une perspective à court terme...

Vous voulez dire que la coopération est le résultat d'une lutte entre des conceptions divergentes à l'intérieur du pays...

– On pourrait le dire ainsi. Si l'on garde toutefois à l'esprit que l'opinion générale est favorable à la coopération et estime nécessaire d'exprimer cette solidarité. Les sondages d'opinion indiquent en effet que près de 70% de la population partage cette approche. Les avis diffèrent ensuite lorsqu'il s'agit d'évoquer les montants...

Cette ambiguïté dans le comportement n'est-elle pas liée à une crise du concept même de «coopération au développement»? Il est chaque jour plus évident que la plupart des pays du Sud ne pourront jamais parvenir aux critères du développement qui sont les nôtres, dans les pays du Nord...

– Il est vrai qu'il n'existe pas de recette. Mais il y a là toute une réflexion en cours. On parle beaucoup, par exemple, de la durabilité du développement. Mais qu'est-ce à dire réellement? Est-ce une question qui concerne nos partenaires dans le Sud ou est-ce qu'elle ne nous touche pas profondément nous-mêmes? Je suis convaincu que la coopération est dans l'intérêt des pays industrialisés. Pensons

par exemple à la bonne gestion des affaires publiques. Celle-ci n'est pas un problème qui concerne uniquement les pays du Sud.

Autre exemple: le problème écologique est l'affaire de tous. Et en priorité l'affaire du Nord, si l'on considère par exemple les émissions dans l'atmosphère. C'est également ici que nous devons trouver les solutions. La recherche d'un développement durable concerne tout le monde de la même manière. Seul le contenu des actions politiques à mener est différent.

Enfin, troisième exemple: la planète ne pourra supporter que tous les pays de la terre parviennent à un niveau de développement comparable à celui des nations industrialisées. Mais il ne suffit pas de le dire aux pays du Sud. Il faut modifier nos propres comportements en ce qui concerne la consommation, la production et l'utilisation des ressources. A ce propos, nous allons organiser d'ici quelques semaines à Lucerne une conférence interministérielle avec la participation de la Banque mondiale, afin d'analyser la question alimentaire à l'échelle planétaire d'ici vingt ou trente ans. La terre sera-t-elle capable de produire tout le nécessaire? Faudra-t-il recourir à la biotechnologie ou à d'autres techniques nouvelles, autant dans le Nord que dans le Sud? Il ne fait aucun doute que la question du développement est devenue une question de politique intérieure du monde entier.

On évoque souvent la «double morale» à propos de l'attitude des pays du Nord. On parle de coopération au développement, et dans le même temps, on continue à promouvoir les ventes massives d'armement aux pays du Sud. Ou alors, dans le cas de la Suisse, il y a ceux qui font des affaires avec les capitaux venant du Sud...

– Je ne suis pas certain qu'il faille parler de «double morale». Mais plutôt d'incohérence. Le Nord ne peut pas fournir un effort de coopération avec le Sud, qui représente entre 60 et 70 milliards de dollars, et dans le même temps obtenir un gain presque double, surtout de la part des grandes puissances, à la faveur des ventes d'armes. Ceci n'est pas cohérent. Et si nous n'essayons pas de contrôler les ventes d'armes, comment voulez-vous que nous ayons ensuite une quelconque prise sur leur utilisation? On recense aujourd'hui une quarantaine de guerres dans le monde. Vous imaginez les coûts de la reconstruction! Qui va payer?

A propos des mouvements de capitaux, il faut tout d'abord se demander pourquoi il y a fuite vers le Nord. Beaucoup de pays n'offrent pas les conditions pour que les capitaux restent sur place en sécurité. Il est trop facile de dire que le Nord encaisse et que lorsqu'il remboursera, le problème sera résolu. A cet égard, les responsabilités sont toujours partagées, comme dans la corruption: il y a celui qui donne et celui qui reçoit. Si vous voulez déposer 50'000 dollars là où vous savez qu'ils seront en sécurité, est-ce là un crime? On parle beaucoup d'argent sale. Mais n'oublions pas les gouvernements qui s'enrichissent en n'engageant pas ces moyens dans le processus. Pour ma part, je suis davantage préoccupé par le problème de l'endettement...

Pouvez-vous préciser?

– Si un pays demande des crédits et ne les utilise pas pour promouvoir la production locale et les exportations; et si, par ailleurs, il ne contrôle pas les importations, comment pourra-t-il ensuite les rembourser? C'est presque impossible! Que se passe-t-il dans bien des cas? L'aide extérieure est utilisée maladroitement, ou à des fins militaires, ou encore pour enrichir l'appareil d'Etat. Les institutions financières internationales ont à cet égard la responsabilité de veiller au bon usage de l'aide extérieure.

Vous avez évoqué les conflits dans les pays du Sud. A ce propos, on a beaucoup critiqué la coopération suisse pour son attitude au Rwanda...

– Le cas du Rwanda a montré que ce n'est pas un petit pays ou un petit partenaire comme la Suisse qui peut éviter des émeutes ou des glissements carrément incompréhensibles. C'est la communauté internationale qui aurait dû être en mesure d'arrêter tout ça. Et non seulement pendant ces évènements, mais aussi avant qu'ils ne soient déclenchés. Ce conflit a malheu-

reusement révélé l'absence de dialogue intensif avec les partenaires en Afrique. L'absence également d'instruments adéquats pour véritablement intervenir, lorsque les circonstances l'exigent.

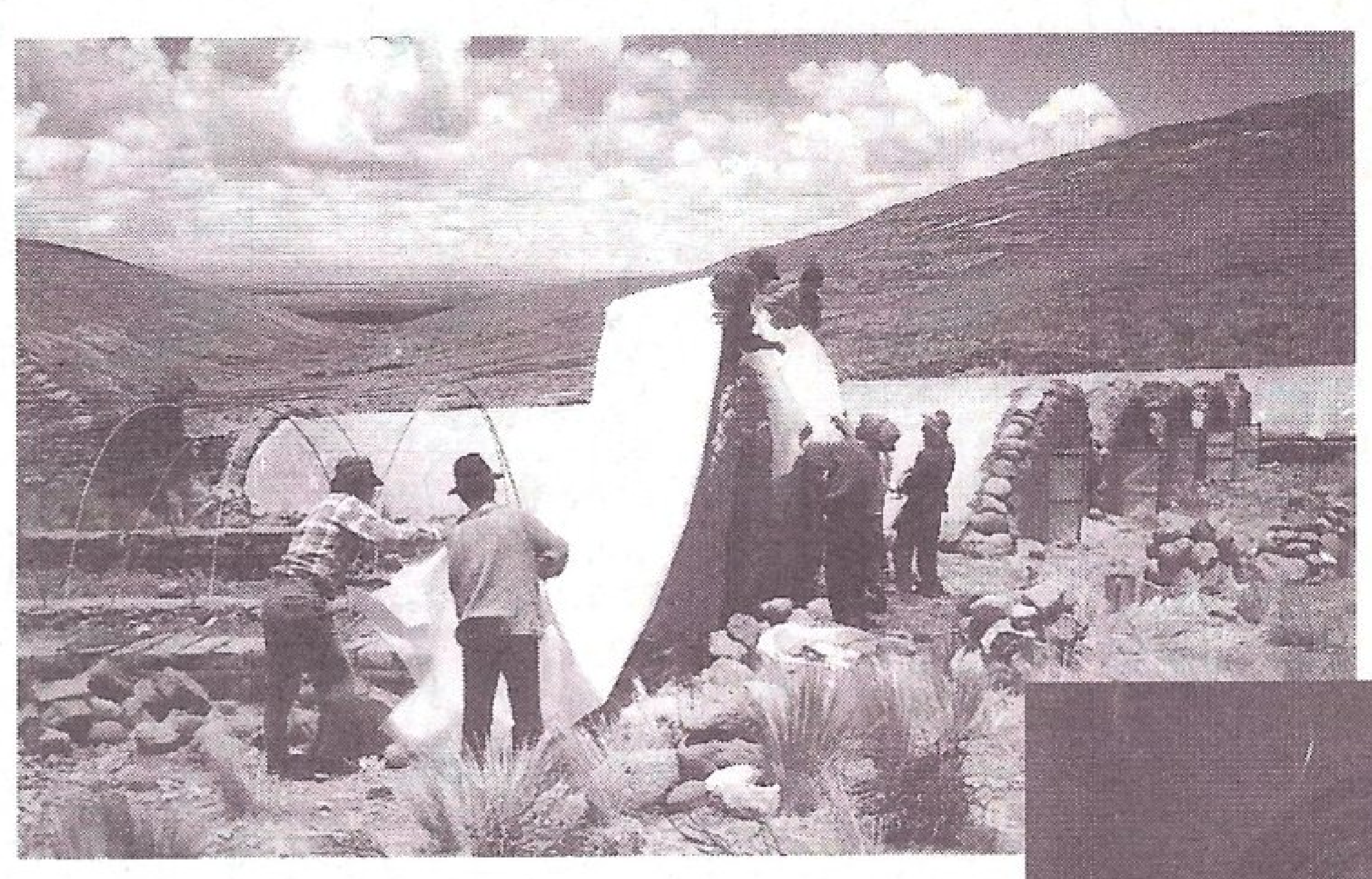
Finalement, cela montre aussi qu'il n'existe aucune garantie que tout se passe bien dans un pays. Et ceci est valable autant pour le Nord que pour le Sud. Qui aurait pensé, il y a seulement dix ans, qu'un conflit de l'ampleur de celui auquel nous assistons maintenant en ex-Yougoslavie se produirait en Europe? Quelles sont les garanties de sécurité? Quels sont les indicateurs de développement d'une société? A mon avis, la voie démocratique est l'unique moyen de prévention des conflits.

Qu'en est-il de l'avenir de la coopération au Rwanda?

– Le Rwanda était un pays de concentration. Nous avons dû suspendre notre aide à cause du génocide. Et nous avons clairement dit qu'avant de considérer à nouveau le Rwanda comme un pays de concentration, il y aura une décision politique du Conseil fédéral. En attendant le retour de la stabilité, la Suisse a mis l'accent sur l'aide humanitaire et apporte sa contribution à la relance du pays. Cela signifie le retour des réfugiés, le rétablissement de l'ordre, de l'appareil judiciaire, le décollage de la production agricole. Jusqu'à présent, nous avons en outre assuré les projets qui étaient en cours dans le cadre de la coopération. Nous avons veillé à ce que ces projets ne soient pas perdus.

F S F

Petit écho illustré d'une volontaire FSF à la Paz, Marie-Claude Marca-Menoud



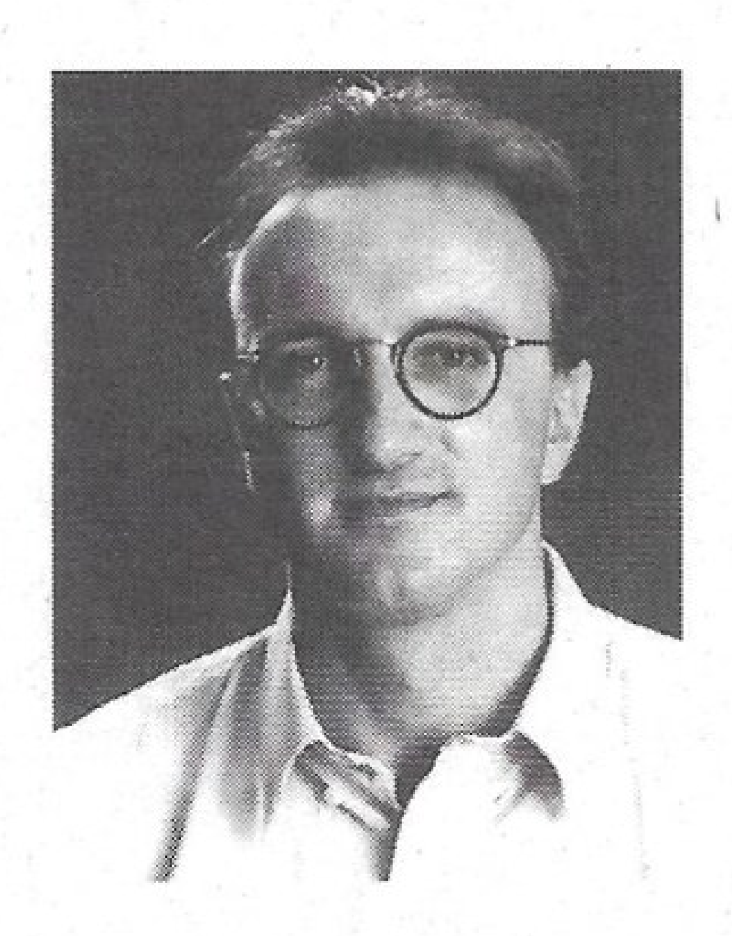
Construction de petits tunnels en plastique.

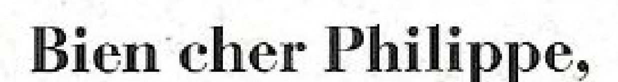
Premier cours sur le thème «Préparation du sol».

Changement dans l'équipe permanente de FSF

Philippe Rebora passe le témoin à Pierre Baechler







Bien cher Philippe,

Dans ta responsabilité de comptable et d'administrateur financier à Frères Sans Frontières, pendant 6 ans, tu as su rendre les chiffres et les dossiers plus abordables. Tu tenais beaucoup à écouter la personne pour comprendre l'ensemble de sa situation: tu redonnais à l'administration toute une dimension humaine. Et quel ami et collaborateur fidèle, inimitable dans tes expressions et ton humour, disponible pour tous les services!

Tout grand MERCI, Philippe.

Nous ne te disons pas «au revoir» puisque tu restes membre actif du mouvement, mais «bonne route» et meilleurs voeux pour ton nouveau choix professionnel dans la communication et les relations publiques.

Et à toi Pierre,

Nous te souhaitons la plus cordiale des bienvenues à Frères Sans Frontières. Nous nous réjouissons de cette collaboration, dès le 1er avril 1995, et formons tous nos voeux pour ce nouveau départ dans ta vie professionnelle.

Naissances

Nataniel Hofer, né le 19 février 1995, au foyer de Antoinette et Joël Hofer-Decorvet, anciens volontaires au Chili.
Leur adresse:
59, chemin de Vuillonnex
1232 Confignon

Samuel Maier, né le 13 mars 1995, au foyer de Mania et Claude Maier-Holzer, ancien volontaire en Colombie.
Leur adresse: La Ferme
1746 Prez-vers-Noréaz

Décès

Marie-Thérèse Bussard-Detorrente, décédée le 26 mars 1995, ancienne volontaire FSF au Togo.

Retours

Véronique Schoeffel, traductrice, de retour le 23 décembre 1994 de Cap Town en Afrique du Sud, où elle s'occupait d'alphabétisation, d'animation féminine et d'accompagnement des responsables auprès du Catholic educational aid program.
Son adresse provisoire:
c/o Jean-Paul et Marie-Louise Schoeffel
84, rue du Mamersbach
68470 Fellering, France

Pierre-Michel Pierroz et Sonia Elisabeth Besson, de retour le 18 février 1995, de Bangui en R.C.A.. Pierre-Michel, forestier-bûcheron, attaché au SCAD Zoméa à Bangui, a participé au projet d'habitat, d'aménagement des sources de promotion agricole, en collaboration avec la population Pygmée; il s'est également occupé de la formation et de l'accompagnement d'un homologue et d'animateurs. Quant à Sonia, elle a été responsable, deux ans durant, de la maternité et du personnel de l'hôpital de Tokombéré; elle s'occupait également de l'action prénatale dans le village. Son contrat terminé, elle est allée rejoindre Pierre-Michel à Bangui où elle a partagé, avec Sr Lucienne Schmidt, la co-responsabilité du projet santé à Zoméa.
Leur adresse provisoire:
c/o Paul-Emile
et Sophie Pierroz-Darbellay
1945 Liddes

Sophie Roduit, nurse, de retour le 6 mars 1995 de Port-au-Prince en Haïti. Engagée par les Petits Frères de l'Incarnation, Sophie a été chargée d'assurer le suivi des centres de nutrition et des jardins d'enfants pour l'encadrement psychomoteur des enfants de 0 à 5 ans ainsi que de la formation des jardinières d'enfants.
Son adresse provisoire:
c/o Eloi et Fernande Roduit-Dorsaz
Ch. de Liaudise
1926 Fully

Tous nos vœux les accompagnent sur le chemin de leur réinsertion.

BAT 1985-1995

Permanence pour requérants et réfugiés
mardi et jeudi

Groupe de formation à la recherche d'emploi

Cours de français

Formation des femmes de ménage

Aide au retour, cours hygiène-santé pour des femmes d'Erythrée du Sri Lanka

Accompagnement et entretien personnel

Stages peinture rénovation etc.

La Bourse A Travail (BAT) va avoir 10 ans le 1er mai 1995

Créée par GVOM pour être une présence auprès des personnes ayant des difficultés à trouver un travail à leur taille, et à leur convenance.

L'idée était de ne pas faire des affaires avec le marché du travail, mais d'être un service pour ceux qui cherchaient du travail sans oser le trouver par manque d'assurance.

En plus des recherches de places de travail, il a été mis en route une démarche pour que les personnes soient confortées à propos de leurs possibilités.

Et puis est arrivée la réalité des requérants et des réfugiés. Une section spécifique a été créée (vite dépassée par le nombre de personnes).

1990: BAT essaye de se faire reconnaître par la Commune de Lausanne et par le Canton de Vaud... Perdu beaucoup de temps pour n'avoir pas été pris au sérieux.

BAT vit au ras des pâquerettes. Autant point de vue salaires, que par ses actions, elle peut heureusement beaucoup compter sur du bénévolat (actuellement 12 personnes).

Depuis quatre années BAT ayant dû faire un choix, son option principale...et unique est devenue l'accompagnement des requérants et des réfugiés

pour la recherche d'un travail
pour une formation
pour une préparation au retour
pour l'acquisition de moyens de base avant de repartir
pour l'accompagnement en Suisse
pour parler, dire, soulager.
pour prêter attention.....

BAT peut mener ses activités grâce à des dons privés; tous les deux mois part une lettre d'information accompagnée d'un bulletin vert. Environ 150 personnes la reçoivent et lui font bon accueil.

Pour ces 10 ans BAT va essayer d'élargir ce cercle d'accompagnants... Si vous voulez élargir le cercle, signalez-nous votre adresse (Merci!)

La Loterie Romande à participé entre 3 et 5'000 Francs par année, Migros Vaud, pour Fr. 1'000.- par an Nous ne savons pas si cela va durer...suspense !

GVOM prend une part substantielle chaque année.

Le budget de BAT pour 1995 s'élève à 55'200 francs.

Une fête est prévue le 22 septembre et vous en entendrez encore parler cet automne......

Gilbert Zbaeren, coordinateur



Rencontre de Pentecôte d'Eiréné

du 3 au 5 juin à Lingsfort, Pays-Bas

Quelle peut être la contribution d'Eiréné à un développement durable?

Depuis le sommet de Rio en 1992, le concept de «sustainable development» (développement durable) détermine toutes les discussions sur la politique de l'environnement et du développement. A l'occasion de la rencontre de Pentecôte, nous désirons discuter avec nos amis (d'Amérique latine et d'Afrique entre autres) de la signification de ce concept pour le travail d'Eiréné. Un membre de l'organisation écologique hollandaise «Milieudefensie» nous présentera l'étude «Sustainable Netherlands» qui a concrétisé la nécessité d'un changement face au gaspillage par une société industrielle respectueuse de son environnement.

Nous étudierons les différentes facettes de ce thème dans des groupes de travail et formulerons des propositions concrètes de travail pour Eiréné. Les groupes de travail suivants sont prévus :

Transfair
Un développement durable n'est réalisable que dans le cadre d'un commerce mondial équitable.

Agriculture appropriée dans les pays du Sud.

Agriculture écologique dans les pays industriels.

Avoir ou être
Le déclic qui peut vous faire passer du gaspillage à un style de vie écologiquement conforme.

L'exemple de Germanwatch
Travail de lobbying pour un développement durable.

«Nous faisons partie de cette terre»
Spiritualité écologique et oecuménique.

Service de paix dans des régions en crise
Pas de développement sans règlements de conflits pacifiques.

Ceux qui ont déjà participé à une rencontre de Pentecôte savent qu'à côté du travail thématique, les échanges personnels et la fête ne sont pas oubliés. Une garderie est organisée.

Les personnes qui s'inscriront avant le 1er mai ne recevront pas seulement l'itinéraire, la liste des participants et un programme détaillé, mais également des documents préparatoires pour élever le débat!

La rencontre débutera le samedi 3 juin à 16h00 et s'achèvera après le repas de midi du lundi 5 juin.
Coût du séjour pour 2 nuits avec pension complète (et repas végétarien):

- gratuit pour les enfants jusqu'à quatre ans
- 60 DM pour les enfants et les jeunes jusqu'à 16 ans
- 100 DM pour les adultes

Des problèmes financiers ne devraient pas être un empêchement. En cas de difficultés, une participation aux frais de transport peut être demandée sur le bulletin d'inscription.

Voilà! Il ne vous reste qu'à téléphoner pour vous annoncer à notre secrétariat chez Sylvie Némitz, au 039/28 78 47.

Postes à repourvoir

Pour le PAAP (programme d'appui à l'autopromotion paysanne) à Agadez (Niger), nous cherchons un/e

directeur/trice de programme

Exigences: formation approfondie dans le domaine du développement communautaire en milieu rural ou de la politique de développement ou des relations internationales. Sensibilité pour le travail en équipe. Expérience dans la gestion du personnel. Expérience de projets de développement en milieu rural, de préférence en Afrique. Connaissances de l'allemand souhaitées. Durée du contrat: 3 ans, dès l'été 1995

Nous cherchons également un/e

Volontaire pour un service de paix

en Aveyron, France.

Exigences : connaissances de français et d'anglais, de dactylographie, de préparation de textes (de préférence sur ordinateur), capacités d'organisation, d'autonomie et de prendre des initiatives.

Durée du contrat: 1 année au minimum, dès que possible

Informations et postulations auprès d'Eiréné,
C.P. 2262
2302 La Chaux-de-Fonds
Tél. 039/28 78 47

Lettres nicaraguayennes

par Colette Pauchard et Daniel Droguet

Décembre 1994

Managua sort de 5 mois de coupures d'électricité pour s'illuminer, comme toute capitale qui se respecte, aux alentours de Noël... Guirlandes, faux sapins et Pères Noël fleurissent un peu partout pour tenter de faire oublier aux habitants la crise qui s'aggrave et l'espoir qui s'amenuise.
Voici quelques nouvelles de ce coin du monde, et de ce qu'y font deux juristes (l'une rebaptisée «éducatrice»), dans un CENIDH qui se bat pour que «droits de l'homme» et «justice sociale» fassent partie de l'agenda 1995...

Honor, Seguridad, Servicio

Le cadre: quelques bâtiments groupés autour d'une piscine marécageuse et d'un court de tennis abandonné. Depuis ce promontoire, une vue superbe embrasse le lac et les collines qui entourent la capitale. Des commentaires fusent du groupe assis en demi-cercle sous une véranda:
– Les ordres sont les ordres: si on me dit de déloger, je déloge...
– Pas question d'interroger des assassins et des violeurs en leur parlant avec douceur: on n'obtiendrait rien sans quelques coups.
– Le CENIDH passe son temps à défendre les délinquants et à critiquer la police!

Nous sommes à l'Académie nationale de Police, installée dans une résidence confisquée à la maîtresse du dictateur Somoza. Le CENIDH est régulièrement invité à présenter les droits de l'homme aux volées de policiers qui sortent de ce centre de formation tous les 3 mois. Au programme:
– Concept de droits de l'homme (définition et contenu)
– Recours juridiques en cas de violation des droits fondamentaux (particulièrement l'Habeas Corpus contre les abus policiers)
– Trois textes légaux nationaux et internationaux régissant les limites de l'activité des forces armées
– Les méthodes non-formelles de défense des droits de l'homme (résistance civique et désobéissance civile).

C'est au moment d'aborder le troisième thème que surgissent les remarques citées en introduction. Le CENIDH vient de commenter en les soulignant trois principes censés orienter l'activité de la police: la responsabilité (chaque policier est personnellement responsable des abus qu'il est amené à commettre); la légalité (les activités de police doivent se déployer dans le cadre de la loi); la proportionnalité (les moyens employés doivent être adaptés à l'objectif visé et aux difficultés rencontrées).

Les participants les plus agressifs sont les policiers «empiriques», sans formation mais déjà actifs depuis plusieurs années, qui passent trois mois à l'Académie pour combler leurs lacunes.

D'autres aspirants, plus jeunes et sans expérience de terrain réagissent tout différemment aux recommandations du CENIDH: ils s'identifient (encore) au simple quidam malmené par la police au cours d'un contrôle de routine – certains racontent que ça leur est arrivé récemment! – et trouvent tout naturels les trois principes...

A tous on fait valoir la même réalité contradictoire: les policiers sont à la fois victimes de violations de droits fondamentaux – leur salaire de misère ne leur permet même pas de survivre et leur liberté d'expression est excessivement réduite -, et fossoyeurs des mêmes droits quand ils délogent brutalement des familles ou maltraitent leurs prisonniers. But de ces exemples: faire prendre conscience aux futurs policiers que les droits de l'homme ne sont pas des obstacles au travail des honnêtes gens, mais qu'ils ont un sens et une utilité pour tous les humains: civils et policiers, coupables et innocents...

Souvent tentés de déborder de leur fonction en jouant les juges et les bourreaux, les participants à ces ateliers apprécient de pouvoir exprimer leurs frustrations et que soit reconnue la difficulté de leur tâche par

ceux qu'ils voient souvent comme des ennemis, les défenseurs des droits de l'homme.

Pour 1995, le projet est de s'adresser, ensemble avec les autres centres de droits de l'homme, non seulement aux futurs policiers, mais aussi à tous ceux qui sont déjà en service, en particulier aux sections les plus critiquées de la capitale pour leur brutalité et leur ignorance volontaire des droits fondamentaux.

Et qui sait, un jour viendra peut-être où la devise actuelle de la police «Honor, Seguridad, Servicio» se prononcera «Responsabilidad, Legalidad, Proportionalidad»...

Des nouvelles du front

Peut-être des échos en sont-ils parvenus jusqu'en Europe: «le FSLN rectifie la ligne de Barricada», «Démission de Ernesto Cardenal», – le FSLN est séquestré par une bande de voleurs!» titraient les journaux ces derniers mois.

Depuis septembre le torchon brûle au Front Sandiniste de Libération Nationale, le mouvement qui avait mené la guérilla, puis la révolution de 1979 à 1990.

Remarquablement soudé pendant ses 11 ans au pouvoir, le FSLN a été gravement secoué par sa défaite électorale du 25 février 1990. Dès ce moment, les rancoeurs tues, les tensions évacuées et les dissensions cachées ont commencé à paraître au grand jour. Dans les hautes sphères du sandinisme on s'est mis à chercher des responsables et à désigner des coupables. Le pillage des caisses de l'Etat, pratiqué par un bon nombre de dignitaires et de fonctionnaires au moment de rendre les clés du coffre, n'a pas arrangé les choses. A des visions idéologiques divergentes se sont ajoutés des intérêts économiques apparemment opposés.

Bref, le combat des chefs qui se menait en sourdine depuis des mois a fini par éclater au début de l'année avec le congrès du FSLN où sont clairement apparus deux groupes luttant ouvertement pour le pouvoir dans le parti: la «gauche démocratique», conduite par l'ex-président Daniel Ortega, et le «mouvement des réformateurs», avec à sa tête l'ex-vice-président du Nicaragua, Sergio Ramirez. Ainsi lorsque Barricada, le journal du Front est repris en mains, ce sont les «orteguistes» qui marquent un point; quand Cardenal, le chantre de la Révolution sandiniste, démissionne avec fracas, ce sont les «ramiristes» qui se frottent les mains...

Certains analysent la bagarre qui se joue en ce moment comme une lutte de classes opposant d'un côté des bourgeois et intellectuels ralliés au Front avant et après la Révolution, puis devenus sociaux-démocrates, et de l'autre les leaders d'une base populaire restée révolutionnaire. Les camps sont loin d'être si clairs, si on regarde de près leur composition et surtout leurs programmes aussi inconsistants et insaisissables l'un que l'autre. Mais il est vrai que dans un pays gouverné par les institutions financières internationales, l'espace pour un programme national qui s'en démarque paraît des plus réduits...

Quoiqu'il en soit la population ne s'intéresse pas beaucoup à ces règlements de comptes au sommet qui ne correspondent pas à ses préoccupations quotidiennes. La voie paraît donc libre pour le chant des sirènes populistes d'extrême-droite, et Arnoldo Aleman, maire de Managua, ne se gêne pas pour en profiter. C'est que la campagne électorale a déjà commencé, même si les Nicaraguayens voteront au plus tôt en février 1996. Le candidat officiel des sandinistes n'est pas encore désigné...

Quel rapport tout cela a-t-il avec le CENIDH? Le Centre où nous travaillons est marqué par l'appartenance au FSNL de plusieurs de ses fondateurs, et Vilma Nuñez, sa directrice, est membre active du parti. Malgré sa couleur politique, le Centre collabore dans plusieurs régions avec des secteurs idéologiquement opposés au sandinisme, par exemple certaines Eglises et des associations d'ex-contras démobilisés. N'empêche que l'étiquette «sandiniste» lui colle à la peau... et que tout se complique avec les bagarres au FSLN où chacun essaie d'attirer dans son camp les personnalités en vue. Le CENIDH se tient évidemment à distance du débat public; mais Vilma Nuñez reste discrètement ortéguiste...

Depuis trois mois le CENIDH travaille d'arrache-pied à son rapport annuel sur les violations des droits de l'homme au Nicaragua. La tâche a été répartie entre tous les collaborateurs du Centre. A Daniel, le droit à la santé, et au département d'éducation où travaille Colette, le droit à... l'éducation. Quelques aperçus dont des résultats de ces recherches.

Ne tirez pas sur l'ambulance!

Dans un local attenant à la Banque de Prêts, on discute gros sous: le budget 1995; la Ministre de la Santé énumère une liste interminable de besoins insatisfaits, de carences structurelles, de reproches à l'égard de diverses autorités, insuffisamment conscientes des nécessités du Minis-

tère: «Les décharges sauvages prolifèrent à Managua! Les épidémies en font de même (malaria, dengue, choléra)! La population ne cesse de croître, alors que l'équipement hospitalier ne cesse de se détériorer! Les caisses sont vides, et le resteront, si on ne double pas le budget (mi-décembre, celui-ci est approuvé par l'Assemblée Nationale – il sera inférieur en termes réel à celui de 1994...)! Le personnel se met en grève, comment ne pas le comprendre? Que faire, chère société civile?»

Dans un quartier de tôle et carton, Maria Asunción grelotte de fièvre et compte ses sous. «Aller au poste de soins de la zone? Il faudra attendre interminablement; de toute façon leur pharmacie est toujours vide, et s'ils m'envoient à la consultation ambulatoire de l'hôpital, j'y perdrai le reste de la journée sans aucune garantie d'être examinée par un médecin expérimenté. En plus, ils me prescriraient des médicaments tellement chers que je ne réussirais jamais à aller au bout du traitement... Je crois que je vais filer chez la pharmacienne d'à côté, elle me vendra bien de ces pastilles qui ont soulagé ma soeur».

Sur une hauteur résidentielle, Antonio, le cadre, se sent patraque depuis la veille; il saute dans sa 4x4 japonaise rutilante, abandonne 30 dollars (le 5e du panier mensuel d'un ménage) à son praticien, qui lui prescrit un antibiotique «coûteux mais c'est le plus efficace», et s'en retourne se reposer.

Caricature? Si seulement! Tant l'exécutif que le législatif ploient sous le joug des programmes d'ajustement; pendant ce temps, le système de santé se délite, se privatise et se fractionne en catégories de soins dont seule celle de base demeure accessible aux pauvres, et encore: pour autant qu'ils disposent du minimum d'argent indispensable aux achats chez les apothicaires – corporation qui, elle, se porte à merveille, en tout cas quant à ses effectifs: les officines pullulent.

Des solutions? Evidentes, mais impraticables dans la tourmente néo-libérale qui balaie la planète: répartir équitablement les ressources (mieux vaut être riche et en bonne santé, etc..), notamment en combattant sérieusement la fraude fiscale et la corruption, et, dans l'intervalle, comme les revenus du trésor public ne suffisent pas à couvrir les rubriques du budget, prioriser franchement celles, fondamentales, de la santé et de l'éducation; mieux vaudrait en effet accorder discours politiques et réalité de la misère que continuer à brader le bien public à des groupes d'intérêts privés. Hélas, les pythies soussignées opinent qu'il faudra encore longtemps jouer cette musique d'avenir dans un pays où l'accession au pouvoir est redevenue si crûment synonyme d'enrichissement maximum en un laps de temps minimum...

Casus Belli

L'Instituto Nacional Ramirez Goyena vient de fêter ses 102 ans. Ce collège secondaire fréquenté par des enfants des quartiers pauvres de Managua bourdonne constamment: 3 «tours» permettent à ses 105 enseignants de donner la classe à 3'300 élèves de 12 à 16 ans: il y a les classes du matin (les plus nombreuses), celles de l'après-midi et celles du soir. Dans la classe de Luis, prof de physique, 55 étudiants; chez Ninfa, prof d'espagnol, 68 au début de l'année, 50 seulement maintenant que s'achève le deuxième semestre. C'est que la désertion scolaire est impressionnante dans ce pays: l'UNICEF estime que 24% des enfants âgés de 7 à 12 ans sont exclus du système scolaire, et que sur 100 élèves entrant en primaire, 30 seulement achèvent leur sixième année.

Selon Luis et Ninfa, la situation n'a aucune chance de s'améliorer avec les plans du Ministre de l'éducation, Humberto Belli. Tout à fait dans l'air du temps, il préconise une forme de privatisation étiquetée «municipalisation» pour le primaire et «autonomie» pour le secondaire.

Il est vrai que l'éducation est traditionnellement centralisée et autoritaire au Nicaragua et qu'une décentralisation correspond à un réel besoin. Ramirez Goyena est donc autonome depuis le 29 novembre de cette année. Pratiquement cela veut dire que le collège doit financer tous ses frais autres que salariaux – l'eau, l'électricité, la conciergerie, le matériel scolaire, chaises et pupitres compris. Où trouver l'argent nécessaire? Auprès des parents d'élèves, bien sûr, à qui on demande de payer des taxes de préinscription, d'inscription, d'examens, de bulletins, en plus de tous les livres et cahiers nécessaires. En primaire, la situation n'est pas vraiment meilleure: la décentralisation menace plusieurs écoles et les taxes «volontaires» pleuvent, elle aussi, sur des parents en situation déjà si précaire qu'ils préfèrent souvent retirer leurs enfants de l'école et les mettre au travail. La gratuité de la scolarité de base, garantie par la Constitution, fait partie d'un passé proche ou d'un futur lointain, mais en tous cas pas du présent...

Malgré les déclarations du Ministre Belli qui voit dans la décentralisation le moyen de motiver les parents «du moment qu'ils voient où passe leur

argent», la privatisation déguisée qui s'est mise en route a peu de succès: désertion, endettement des centres scolaires et corruption des directeurs d'école (Ramirez Goyena en a vu défiler 8 en 9 mois, tous démis ou mutés pour gestion peu scrupuleuse) ne cessent d'empirer.

Les enseignants qui protestent sont licenciés ou «suspendus» à l'image de Moïses, interdit de travail pour 8 mois sous un prétexte cousu de fil blanc, et qui est assuré de ne pas retrouver de poste, le sien étant déjà repourvu.

De manière générale, la situation des enseignants n'a rien d'enviable: moins payés qu'une employée de maison, ils gagnent à peine 30% du minimum vital pour faire vivre une famille de 5-6 personnes. La plupart d'entre eux ont donc deux professions: Luis, par exemple, est conducteur de bus, et Ninfa confectionne sorbets et caramels qu'elle vend dans la rue et à l'école...

Sans espoir d'amélioration, un nombre important de maîtres quitte chaque année l'enseignement pour se lancer dans des activités plus lucratives. Résultat de cet autre genre de désertion scolaire et du recrutement très ouvert des années 80, 60% des maîtres sont «empiriques», c'est-à-dire sans formation pédagogique et de niveau scolaire parfois effaramment bas. Evidemment la qualité de l'enseignement s'en ressent et le taux de redoublement, déjà favorisé par des conditions familiales peu propices aux efforts scolaires, atteint des niveaux record: 40% des élèves sont recalés à la fin de leur première ou deuxième année scolaire.

Dans le Nord du pays des grèves ont commencé pour protester contre la dégradation catastrophique des conditions d'enseignement: l'environnement scolaire manque de tout (bâtiments, pupitres, manuels), on ferme des écoles normales, les coupes budgétaires se croisent avec l'augmentation constante de la population scolarisable (6% l'an alors que 46 Nicaraguayens sur 100 ont moins de 15 ans)... Les licenciements n'ont pas tardé à pleuvoir sur les leaders syndicaux.

Que faire devant un tableau si sombre?

Le CENIDH essaie de lutter sur tous les fronts: il défend des maîtres licenciés abusivement, soutient des associations de parents qui se battent contre la remise à leur ex-propriétaires de bâtiments scolaires confisqués sous la Révolution, il rappelle dans ses ateliers que le droit à l'éducation fait partie des droits fondamentaux de chaque Nicaraguayen et qu'il oblige le gouvernement à prendre les mesures adéquates pour le garantir. Bref, il cherche à maintenir la pression sur l'Etat pour l'empêcher de se retirer purement et simplement de ce domaine.

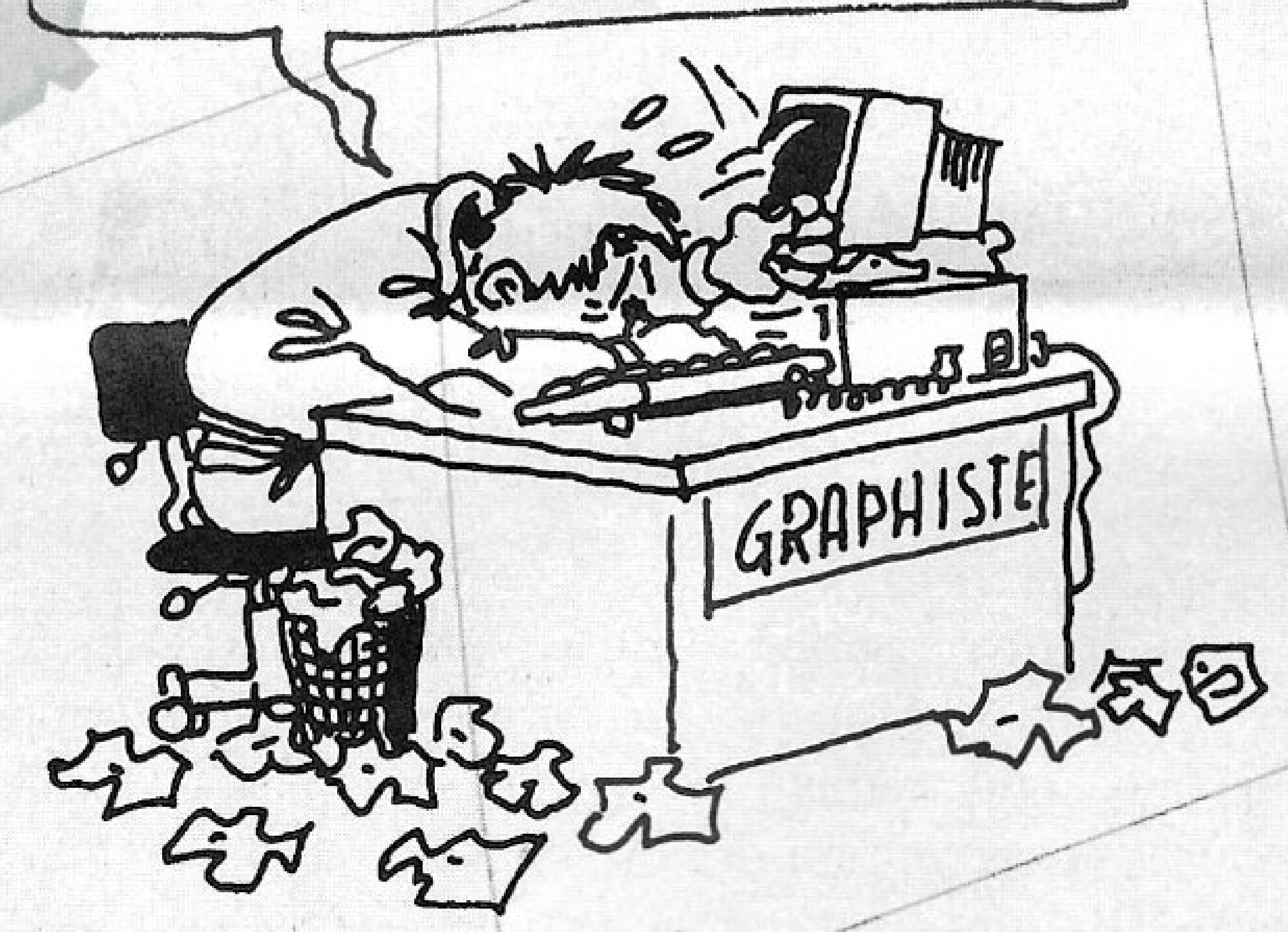
Session de formation

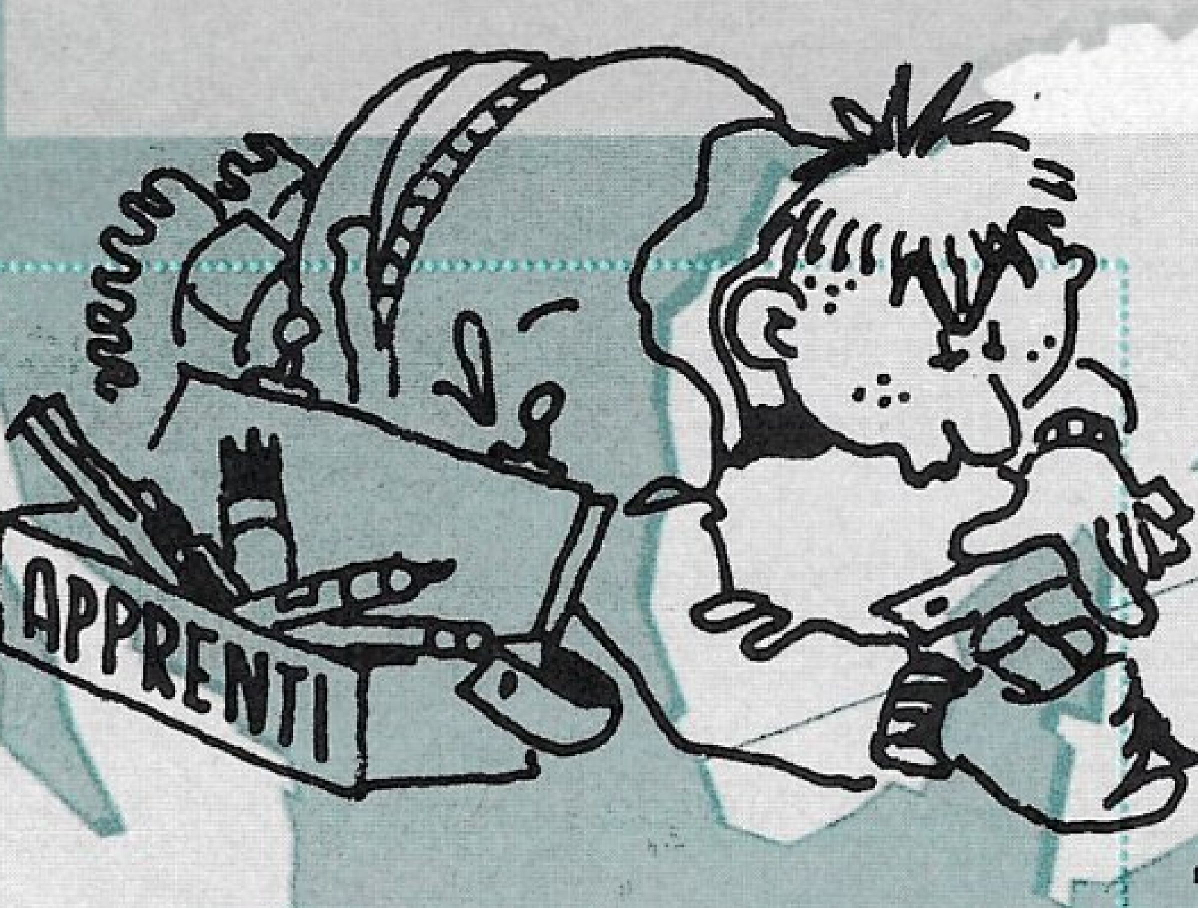
Sensibilisation à la non-violence active

7-11 août 1995 à Cartigny (Genève)

Organisation: Centre de rencontres de Cartigny et Mouvement international de la réconciliation
Animation: Martine Bérazategui, Jean-Denis Renaud, Anita Thomas.

Renseignements et inscriptions
(jusqu'à fin juin):
Secrétariat du Mouvement international
de la réconciliation,
Reposoir 3, 1260 Nyon. Tél. (022) 362 71 23





Rédaction
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
B. Faidutti-Lueber
Rue du Lièvre 7
1227 Acacias
CCP 10-20968-7

~~**GVOM**~~
~~«La Joliette»~~
~~Chemin des Bolets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE